



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Trente-troisième session

Santiago (Chili), 6-9 mai 2014

**Vers des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces aux niveaux
local, national et international**

Résumé

- Compte tenu des changements considérables qui ont eu pour effet de renforcer la concentration des systèmes alimentaires dans la région Amérique latine et Caraïbes au cours des deux dernières décennies, il est impératif d'avoir des systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et efficaces aux niveaux local, national et international. La mondialisation, la libéralisation des échanges et la commercialisation ont modifié les modes de production, de distribution et de consommation des produits agricoles.
- Les systèmes agricoles et alimentaires se caractérisent par des chaînes d'approvisionnement de plus en plus intégrées, de plus en plus axées sur des concepts scientifiques et à intensité de capital croissante. L'urbanisation rapide a entraîné une augmentation de la demande de produits, prêts à consommer, à plus forte valeur ajoutée. En raison des attentes des consommateurs en matière de sécurité sanitaire des aliments, de nutrition et de santé, il a fallu accorder plus d'attention aux normes à tous les niveaux de la production et de la distribution, pour fournir rapidement et régulièrement des produits sains, de bonne qualité et nutritifs.
- Les chaînes d'approvisionnement se sont mondialisées, complexifiées et diversifiées, tandis que les marchés agricoles sont dans l'ensemble plus intégrés et plus exposés aux risques. Ces changements ont eu des répercussions très diverses selon les pays et les communautés. En règle générale, les petits pays, les petits exploitants, les femmes et les jeunes ont peu profité des opportunités, c'est pourquoi la FAO s'attachera davantage à promouvoir des systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et plus efficaces aux niveaux local, national et international, au titre de l'Objectif stratégique 4 (OS4). Les activités menées au titre de l'OS4 pour promouvoir des systèmes alimentaires et agricoles qui profitent à tous comprennent des incitations permettant aux petits exploitants agricoles et aux petites et moyennes entreprises agro-industrielles de participer de manière durable aux marchés. En améliorant l'efficacité de ces systèmes, on contribuera à garantir l'utilisation responsable et productive des ressources naturelles disponibles, à améliorer les revenus, à réduire les pertes et les gaspillages

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mk074f

<p>alimentaires et à promouvoir la fourniture de produits sains pouvant être consommés sans danger. La proposition relative à la mise en œuvre de l'OS4 dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes repose sur une stratégie globale ciblée sur les besoins spécifiques des sous-régions et des pays.</p>
<p style="text-align: center;">Mesure suggérée à la Conférence régionale</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prendre note de la nécessité de promouvoir et d'obtenir des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces aux niveaux local, national et international. ➤ Approuver l'approche adoptée par la FAO, telle qu'elle est représentée par les produits et services prioritaires décrits sous chaque résultante globale, comme moyen de parvenir à des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et plus efficaces aux niveaux local, national et international.
<p>Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à Tito Diaz, Secrétaire de la trente-deuxième Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Tito.Diaz@fao.org).</p>

Introduction

1. Il est essentiel d'avoir des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et plus efficaces aux niveaux local, national et international pour atteindre le but que s'est fixé la FAO, celui d'un monde libéré de la faim, car il vise directement à améliorer l'efficacité des petites et moyennes entreprises de manière à accroître leur participation à des systèmes alimentaires et agricoles plus ouverts. Ce processus devrait déboucher sur une augmentation des emplois et des revenus et, par là même, élargir l'accès à la nourriture et améliorer la situation de sécurité alimentaire. Compte tenu de la structure du secteur de l'alimentation et de l'agriculture dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'accent sera mis sur tous les maillons de la chaîne de production –producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs de produits agricoles et alimentaires, y compris la production à domicile, l'agriculture familiale, les petites et moyennes entreprises–, ainsi que sur les liens et les synergies avec les entreprises plus grandes.

2. Les cinq objectifs stratégiques de la FAO convergent vers un but important, qui est de réduire la vulnérabilité des quelque 47 millions de personnes sous-alimentées qui vivent dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Un pourcentage significatif de ces personnes vulnérables sont des petits exploitants agricoles, des autochtones et des citoyens pauvres. Une approche multidisciplinaire s'impose donc pour traiter les questions de production, de consommation, d'emploi et de gouvernance. Cette approche souligne qu'il est important de veiller à ce que l'objectif stratégique 4 (OS4) concoure à la réalisation des quatre autres objectifs stratégiques.

3. Les accords internationaux, régionaux et nationaux ont une incidence directe sur l'augmentation de l'efficacité et de l'ouverture des systèmes agricoles et alimentaires et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont besoin d'une assistance pour préparer, négocier et gérer ces cadres. Toutefois, il est de plus en plus évident que bien qu'il existe des débouchés commerciaux, les producteurs et les acteurs du secteur privé ne parviennent pas à introduire leurs produits sur le marché. D'où la nécessité d'accroître les investissements et d'améliorer la productivité et les normes tout au long de la chaîne de valeur agroalimentaire. Ainsi, trois résultantes globales se rattachent à l'Objectif stratégique 4: a) Des accords, des normes et des mécanismes internationaux favorisant des échanges et des marchés plus ouverts et plus efficaces sont formulés et mis en œuvre par les pays; b) des chaînes agroalimentaires plus ouvertes et efficaces sont développées et mises en place par le secteur public et le secteur privé; et c) Des politiques, des instruments financiers et des investissements qui améliorent l'ouverture et l'efficacité des systèmes agroalimentaires sont élaborés et mis en œuvre par les secteurs public et privé.

4. Sur la base des domaines d'assistance identifiés dans les accords des Cadres de programmation par pays (CPP), en consultation avec un large éventail d'acteurs nationaux et conformément aux résultats escomptés de différents mécanismes d'intégration régionale (tels que la Communauté des États latino-américains et caribéens [CELAC], l'Association latino-américaine d'intégration [ALADI], la Communauté des Caraïbes [CARICOM], le Système d'intégration de l'Amérique centrale [SICA], etc.), les produits et les services contribuant à la réalisation de l'OS4 de la FAO en Amérique latine et aux Caraïbes sont spécifiquement conçus pour faire converger l'attention sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires durables. Deux thèmes transversaux sont essentiels pour garantir la réalisation de l'OS4. Le premier est celui de la parité hommes-femmes, étant entendu que si l'on veut que les systèmes agricoles et alimentaires profitent à tous, il faut mettre l'accent sur l'égalité des chances pour tous, avec une attention particulière pour les femmes et pour les jeunes. Le deuxième thème a trait à la gouvernance relative à la sécurité alimentaire et aux objectifs de développement en général, et aux chaînes de valeur et aux systèmes alimentaires en particulier. Ces deux thèmes doivent être traités en continu tandis que l'on cherche à atteindre les trois résultantes globales de l'OS4 dans le contexte et selon les besoins de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Les résultantes de l'OS4 dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes

5. Les trois résultantes globales de l'OS4 sont pertinentes pour les trois sous-régions de l'Amérique latine et des Caraïbes, à savoir l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud. Bien entendu, les aspects mis en avant aux niveaux sous-régional et national varieront en fonction du niveau de développement, des caractéristiques et de la structure de l'économie concernée, de ses possibilités de croissance et de la dotation en capital humain, financier, naturel et social du pays et de la sous-région. Si ces différences sont cruciales – telles qu'elles ressortent des demandes adressées par les pays à la FAO par le biais des cadres de programmation par pays (CPP), de la Conférence régionale de la FAO, des commissions de la FAO et des forums sous-régionaux, elles seront traitées par la FAO dans les programmes qu'elle mettra en œuvre pour y donner suite.

Résultante globale 1: Accords, mécanismes et normes favorisant des échanges et des marchés plus ouverts et plus efficaces

6. En raison des difficultés qu'a eues l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à conclure le cycle de négociations de Doha, initié en novembre 2001, les résultats du cycle d'Uruguay conclu en 1994 restent la principale référence en matière de réglementation internationale du commerce ayant une incidence sur les activités du secteur agricole. Alors que l'accès au marché a été négocié et accepté et que plus de 90 pour cent des exportations de la région Amérique latine et Caraïbes entrent désormais en franchise de droits sur les marchés des pays développés, les avantages ont été inégaux selon les pays de la région.

7. Jusqu'en 2008, les avancées significatives en matière d'intégration et les prix élevés des produits de base se sont traduits par une augmentation considérable des échanges des pays de la région. Toutefois, à partir du deuxième semestre de 2008, la croissance s'est ralentie, puis s'est brusquement effondrée sous l'effet de la crise économique mondiale. Durant les périodes de croissance, les plus grands pays d'Amérique latine ont développé leurs exportations, alors que les petits pays des Caraïbes ont vu leurs exportations reculer et leurs importations de produits alimentaires et agricoles augmenter. L'incapacité de certains pays à tirer parti de la situation découle de nombreuses défaillances aussi bien au niveau des politiques que des systèmes de production. Cela explique que la FAO s'intéresse au problème et qu'elle ait pris l'engagement d'aider les pays membres à formuler et mettre en œuvre des accords, règlements et autres cadres internationaux propres à promouvoir des marchés transparents et une augmentation des débouchés mondiaux et régionaux. La coopération Sud-Sud sera particulièrement recherchée dans ce domaine.

8. D'un point de vue externe, il reste nécessaire de négocier des réductions des niveaux élevés de protection douanière dans des secteurs qui revêtent une importance particulière pour les exportations de la région, comme l'agriculture. Certains obstacles non tarifaires subsistent aussi, tels que les règles d'origine ou des normes sanitaires et techniques rigoureuses qui dans certains cas empêchent les exportateurs de la région de bénéficier des préférences tarifaires qui pourraient leur être octroyées.

9. Il existe aussi dans les pays de la région d'importantes contraintes qui empêchent de renforcer l'intégration et de développer les flux des échanges. Les principaux facteurs limitants sont le manque d'informations sur les débouchés commerciaux, les formalités d'importation et d'exportation excessives, les fonds insuffisants dont disposent les petites et moyennes entreprises et les problèmes de logistique et d'infrastructure.

10. Remédier à ces défaillances au niveau des politiques et de la production fait partie des intérêts de la FAO et de son engagement d'aider les États Membres à élaborer et mettre en œuvre des accords, des réglementations et d'autres cadres internationaux visant à mettre en place des marchés transparents et à accroître les débouchés commerciaux régionaux et mondiaux. Ces accords et ces possibilités de marché n'ont pas toujours produit d'avantages concrets pour les entreprises nationales. La prolifération de normes internationales, nouvelles ou révisées, pour la sécurité sanitaire et la qualité des aliments et pour la santé des végétaux a eu pour effet de réduire l'accès aux marchés, et des mesures correctives s'imposent.

11. Les produits et services portant sur les accords, les mécanismes et les normes favorisant des échanges et des marchés plus ouverts et plus efficaces consisteront à: **a)** faciliter la formulation d'accords commerciaux contribuant aux objectifs des gouvernements en matière de développement rural et de sécurité alimentaire; **b)** renforcer les informations et les analyses mondiales sur le marché pour guider la mise en œuvre des politiques relatives au commerce et aux marchés; **c)** travailler aux côtés des pays afin qu'ils soient mieux préparés en matière de commerce, grâce à des politiques commerciales améliorées et à des mesures de soutien; **d)** faciliter les travaux des organismes internationaux chargés de fixer les normes relatives à la sécurité sanitaire des aliments et à la santé des végétaux, notamment en fournissant des avis scientifiques pertinents, à l'échelle mondiale; **e)** promouvoir les cadres de politique, de stratégie et de réglementation en faveur de la santé animale et végétale, ainsi que de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments; et **f)** aider les gouvernements et les acteurs de la chaîne de valeur à renforcer leurs capacités pour respecter les exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments et la santé des animaux et des végétaux.

12. Cette activité vise à accroître les flux des échanges internationaux (mondiaux et régionaux), en particulier dans les pays qui ont pris du retard ou qui ont vu leurs exportations diminuer. Une de ses composantes majeures consistera à intégrer des considérations commerciales dans l'analyse des politiques nationales et à garantir la cohérence et la compatibilité de ces politiques commerciales avec les objectifs nationaux, elle comprendra aussi une assistance pour les négociations relatives à l'accès aux marchés, comme élément essentiel des stratégies de développement, le cas échéant. L'élaboration de la base de données factuelles utiles pour la formulation et la négociation des politiques requises est également essentielle pour assurer le succès des accords commerciaux ouverts. Pour que les pays participent efficacement aux négociations et aux marchés, ils doivent avoir davantage accès aux informations mondiales sur les marchés, et être mieux à même de les utiliser, pour mieux comprendre et analyser l'évolution des marchés, les politiques et les règles commerciales, ainsi que les problèmes émergents qui leur sont associés. La rapidité, l'exactitude et la transparence de ces informations et de ces analyses sont essentielles. L'aide au renforcement des capacités de collecte et d'utilisation des informations internationales sur les marchés sera donc une importante contribution de la FAO.

13. Les pays importateurs et exportateurs d'Amérique latine et des Caraïbes ont besoin de stratégies, de politiques, de législations commerciales (règles liées au commerce) nationales spécifiques et différentes, ainsi que de mesures de soutien pour être préparés à tirer parti des opportunités offertes par le commerce international et pour atténuer les risques pouvant découler d'une ouverture accrue des échanges. Pour les aider dans ce domaine, il faut comprendre les besoins des pays qui se trouvent à des niveaux de développement différents et les aider à améliorer leurs accords avec leurs partenaires commerciaux, ainsi que leur état de préparation au commerce. Ces services

comprennent des domaines conventionnels, comme l'amélioration des systèmes alimentaires et agricoles pour satisfaire aux normes de santé, de qualité et de sécurité sanitaire dans le secteur agroalimentaire. Mais il faut aussi faciliter l'intégration dans les chaînes de valeur, à chacun de leurs stades, d'éléments immatériels pour lesquels il existe une demande croissante, notamment dans les domaines de la connectivité, de la brevetabilité, et de l'enregistrement de marques, de la traçabilité, de la conservation de l'environnement et de l'efficacité énergétique. Tous ces attributs facilitent la différenciation des produits et l'accès aux secteurs les plus rentables de la demande (Rosales, 2009).

14. La FAO joue un rôle de premier plan dans l'établissement de normes convenues au niveau international en matière de santé végétale et animale et de sécurité sanitaire des aliments, et elle est bien placée pour aider les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à appliquer les normes. Alors que ces activités sont conduites de Rome, notamment dans le cadre de processus relevant de la Commission du Codex alimentarius, de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), ces informations ne sont généralement pas diffusées ni utilisées dans la majorité des pays de la région. Ainsi, en particulier en Amérique centrale et dans les Caraïbes, le renforcement des capacités et la formation pour l'adoption et l'application des normes ont été identifiés par les pays comme des domaines devant faire l'objet d'une assistance. Des programmes de formation portant sur le système d'analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise (HACCP), les systèmes de gestion de la qualité, les prescriptions en matière de certification, et la commercialisation et l'emballage, ont déjà été demandés par des États Membres.

15. La capacité de la FAO à fournir des informations et des analyses complètes et détaillées sur les marchés lui permet de donner plus facilement des avis de politique fondés sur des éléments concrets et d'offrir un appui technique aux pays afin qu'ils soient mieux à même de faire face aux problèmes de marché à long terme ainsi qu'aux chocs à court terme. La FAO est également bien placée pour donner des avis et renforcer les capacités des parties prenantes nationales en matière de formulation des politiques et de la législation commerciales nationales. La création d'alliances avec des cadres internationaux et régionaux de politique commerciale agricole sera facilitée pour promouvoir l'inclusion des acteurs qui opèrent à petite échelle dans le commerce des produits agroalimentaires. Dans le cadre de cette assistance, la FAO peut aussi faciliter des analyses axées sur la formulation et la mise en œuvre de politiques, de stratégies et de plans d'action nationaux complémentaires relatifs au secteur agro-alimentaire.

16. Le succès sera dans une large mesure déterminé par les mécanismes de gouvernance améliorés en place et par l'efficacité avec laquelle ils sont appliqués. Il est essentiel de renforcer la coordination entre les ministères et départements concernés pour mettre en œuvre les règlements et promouvoir des processus participatifs afin de s'assurer que les stratégies et programmes réglementaires nationaux tiennent compte des préoccupations et des intérêts des parties prenantes.

17. Compte tenu du rôle que jouent les femmes dans les chaînes de valeur en Amérique latine et dans les Caraïbes, en particulier dans la mise en œuvre des normes de sécurité sanitaire des aliments, de santé et de production végétales et animales, il est crucial de prendre en considération les rôles attribués à chaque sexe dans les chaînes alimentaires et les négociations commerciales.

18. Certains pays de la région ont renforcé leur compétitivité en adoptant de nouveaux paradigmes technologiques et économiques, reflétant davantage les partenariats intégrés transfrontières et l'incorporation croissante des technologies modernes. En général, ces changements ont un effet positif sur la productivité et l'efficacité des chaînes de valeur. Pour renforcer l'inclusion et réduire l'écart entre pays développés et en développement il faut mettre à disposition davantage d'outils de connaissance, en particulier pour les pays les plus pauvres, et déployer plus d'efforts pour renforcer le capital humain et les réseaux organisationnels dans ces pays de manière à les utiliser de manière efficace et durable.

19. Enfin, le commerce intrarégional est important pour renforcer la compétitivité mondiale et entrer sur les marchés; il faut en prendre acte et le promouvoir. Le ciblage sur les marchés intrarégionaux permettra d'accélérer la transition vers les nouveaux modèles de production tout en offrant une possibilité de parvenir à une plus grande équité. Le commerce intrarégional est plus accessible aux petites et moyennes entreprises et donc plus étroitement lié aux flux d'investissement

intra-régionaux. En outre, et c'est peut-être le plus important, il est utile pour apprendre et créer les économies d'échelle nécessaires pour entrer sur des marchés plus exigeants.

Résultante globale 2: Des chaînes agroalimentaires plus ouvertes et plus efficaces sont développées et mises en place par les secteurs public et privé

20. En vingt ans, les chaînes agroalimentaires ont radicalement changé en Amérique latine et aux Caraïbes. La demande de produits de base de haute valeur marchande, de produits transformés et de plats cuisinés prêts à consommer a augmenté, en même temps que les préoccupations des consommateurs concernant la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, ainsi que la durabilité. En raison de l'intégration verticale et de la concentration accrues, de la domination des supermarchés, du nombre croissant de fournisseurs de plats cuisinés de plus en plus variés, de l'évolution des comportements d'achats et des modes de consommation, les chaînes agroalimentaires sont devenues plus complexes¹. Sous l'angle de l'OS4, le plus important est de comprendre les répercussions qu'ont eues ces modifications des processus et des structures de marché sur les petits et moyens producteurs et transformateurs et comment accroître leur participation à ces marchés agroalimentaires modernes.

21. Pour renforcer l'intégration et la participation des petits producteurs dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, il est indispensable de mieux comprendre leurs caractéristiques et leurs capacités. Ces petits producteurs sont des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs, des habitants des forêts qui ont des ressources limitées et présentent les caractéristiques suivantes: i) ils ont un accès limité aux ressources en terres et aux capitaux; ii) la main d'œuvre familiale est la principale force de travail; iii) le chef de famille intervient directement dans les activités de production; et iv) l'agriculture familiale est leur principale source de revenu.

22. En outre, presque toutes les petites et moyennes entreprises agricoles de la région sont pénalisées par de sérieuses contraintes – en termes d'accès à l'information et aux actifs productifs et de capacités de gestion – qui sont en partie responsables de la réduction de leur part du marché alimentaire.

23. Le contexte et le cadre dans lequel opèrent ces petits et moyens producteurs, au niveau mondial, régional et national, a radicalement changé au cours des deux dernières décennies, sans que cela ait généralement d'effet positif sur leurs moyens d'existence.

24. Les changements des lieux où les consommateurs se fournissent et la forme sous laquelle ils achètent et consomment les aliments, sont peut-être les deux points sur la chaîne de valeur qui influencent le plus l'évolution du secteur de l'alimentation et de l'agriculture dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. En moins de vingt ans, c'est-à-dire depuis les années 90, la part des supermarchés dans les ventes au détail est passée de 10-20 pour cent à plus de 60 pour cent. Avec la libéralisation des échanges et la mondialisation sont arrivés les établissements de restauration rapide, qui ont favorisé une consommation accrue d'aliments en dehors de chez soi. Ces changements ont été lourds de conséquences pour les petits et moyens producteurs agricoles d'Amérique latine et des Caraïbes, dans la mesure où ils tendent à accroître la concentration des industries. Le fonctionnement des marchés de produits agricoles et alimentaires a été modifié en profondeur. Les gros fabricants de produits alimentaires sont devenus les principaux fournisseurs des supermarchés et des établissements de restauration rapide, ce qui a eu pour effet d'accroître les importations d'ingrédients alimentaires et de modifier les habitudes de consommation au détriment des articles de production locale. Cette évolution n'a pas nécessairement eu pour effet d'exclure les petits et moyens producteurs, mais elle a indéniablement rendu plus difficile leur participation au secteur.

25. Il existe cependant de nombreux signes positifs. La petite et moyenne agriculture remplit une fonction importante, et reconnue, en garantissant à de nombreuses populations rurales l'accès à des disponibilités alimentaires. Dans les zones rurales, ces unités de production sont aussi une source de revenus, en particulier pour les segments les plus pauvres de la population.

¹ L'«agroalimentaire» englobe les cultures vivrières et non vivrières et l'élevage, la pêche, l'aquaculture, les systèmes forestiers et leurs produits, y compris le bois.

26. L'évolution des marchés alimentaires mondiaux peut aussi favoriser les petites exploitations agricoles, dans la mesure où elles sont plus flexibles que les grosses pour répondre à la demande des consommateurs qui recherchent des aliments plus frais et plus écologiques. On considère aussi généralement que les petits producteurs agricoles se sentent plus concernés par les questions de justice et d'équité sociale. En outre, ils utilisent généralement des technologies à forte intensité de main d'œuvre, qui créent des revenus et de la demande dans les zones rurales, et peuvent par conséquent contribuer au développement économique en dehors des centres urbains et industriels. Ces facteurs ouvrent de nouvelles opportunités pour les petits agriculteurs et invitent à déployer plus d'efforts pour renforcer leur intégration dans les chaînes de valeur agricoles.

27. L'un des groupes cibles des objectifs stratégiques de la FAO est celui des petits et moyens producteurs dont la part de marché a diminué. Dans ce contexte, la tâche de la FAO consiste à trouver des approches et des modèles pour accroître leur participation aux chaînes de valeur agroalimentaires. Des politiques et des stratégies sont donc nécessaires pour promouvoir les résultats de développement que l'on souhaite obtenir, en particulier en termes d'efficacité, d'équité, de durabilité et d'inclusion sociale.

28. Les produits et services sélectionnés dans le cadre de l'Objectif stratégique 4 pour mettre en œuvre l'activité mettant l'accent sur la collaboration entre les secteurs public et privé pour développer les chaînes agroalimentaires, viseront à: **a)** œuvrer aux côtés des gouvernements pour renforcer les politiques, les institutions et les services d'appui qui permettent le développement des chaînes agroalimentaires; **b)** fournir un appui aux pays pour la formulation et la mise en œuvre de stratégies de développement au profit du secteur agroalimentaire; **c)** contribuer à développer des chaînes de valeur durables et efficaces et à renforcer les liens avec les marchés, de manière à encourager la participation des petits exploitants et des petites et moyennes entreprises agricoles; **d)** œuvrer aux côtés des partenaires en vue de promouvoir les technologies agroindustrielles et de renforcer l'efficacité administrative et environnementale tout au long des chaînes de valeur; **e)** établir une base de données factuelles sur les causes, l'ampleur et les incidences des pertes et des gaspillages alimentaires et les solutions permettant de les réduire; **f)** fournir un appui à la formulation de politiques, de stratégies et de programmes nationaux et régionaux visant à réduire les pertes et les gaspillages alimentaires; **g)** les chefs de file et les acteurs des chaînes de valeur recevront un appui technique et administratif pour promouvoir des chaînes de valeur agroalimentaires ouvertes à tous, efficaces et durables. L'accent sera mis sur le renforcement des liens avec les marchés grâce à l'adoption de modes opératoires plus ouverts, en particulier en favorisant les partenariats public-privé pour développer les industries; **h)** des organisations d'agriculteurs familiaux et des associations de petits paysans apprendront, à travers des modèles améliorés, comment développer leurs activités en travaillant ensemble et en établissant et en maintenant des liens avec d'autres entités à tous les stades de la chaîne de valeur, dans leur intérêt mutuel. En Amérique centrale, aux Caraïbes et dans plusieurs pays d'Amérique du Sud, l'accent sera mis sur les chaînes de valeur de produits locaux, afin que les communautés en retirent des avantages en termes de création d'emplois, de préservation de la cuisine traditionnelle, d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de durabilité des systèmes alimentaires et agricoles.

Résultante globale 3: Ouverture et efficacité accrues des systèmes agroalimentaires, grâce à une amélioration des politiques, des instruments financiers et de l'investissement

29. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont encore en phase de reprise après la crise économique et financière mondiale qui a eu un impact négatif sur les sources de financement, tant externes qu'internes. Cela s'est traduit par des ratios du service de la dette élevés et des contraintes budgétaires dans les pays. Dans les zones rurales, la crise a entraîné une baisse des envois de fonds qui constituaient, pour les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables, une source de revenu et de capitaux à investir. Dans de nombreux pays, les exportations ont reculé, et le coût des produits importés a augmenté. Les prix des produits alimentaires sont généralement demeurés élevés, ce qui a continué à pénaliser les ménages les plus pauvres. L'investissement étranger direct et les entrées de devises ont diminué, ce qui a réduit les financements disponibles pour les investissements du secteur public et du secteur privé; or ces investissements sont cruciaux pour retrouver des niveaux de croissance acceptables, en particulier dans les économies les plus durement touchées de la région.

30. Les flux d'aide publique au développement (APD) dont devraient pouvoir disposer les pays en développement en ces périodes de crise, étaient aussi en baisse en raison des difficultés que rencontrent les pays donateurs traditionnels. De plus, lorsque les engagements d'APD ont été pris, on considérait que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes étaient parmi ceux qui en avaient le moins besoin; ils ont donc souvent été exclus en raison du grand nombre de pays à revenu intermédiaire ou élevé que compte la région. La situation de nombreux pays subissaient de plein fouet l'impact de la crise sur le plan social et économique a été ignorée, du fait que tous les pays de la région étaient mis dans le même sac. Il s'ensuit que les progrès accomplis sur la voie des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des OMD se sont ralentis, et que la plupart des pays ont essuyé de sérieux revers eu égard à leurs objectifs de développement social.

31. La troisième résultante de l'OS4 vise à renforcer l'ouverture et l'efficacité des systèmes agroalimentaires en améliorant les politiques, les instruments financiers et l'investissement. Elle sera obtenue au moyen de produits et services consistant à: **a)** œuvrer en faveur de la création et du renforcement d'institutions financières efficaces et de services innovants; **b)** aider les gouvernements à mobiliser et améliorer l'investissement public; **c)** travailler aux côtés des gouvernements et du secteur privé en vue d'accélérer l'investissement privé responsable dans les marchés et les chaînes de production; **d)** aider les pays à renforcer les capacités nécessaires pour suivre et évaluer les effets incitatifs des politiques et des marchés; **e)** travailler avec les gouvernements pour évaluer et surveiller la volatilité des prix et la stabilité des politiques et gérer les risques associés; **f)** encourager et soutenir un dialogue sur les politiques reposant sur des données factuelles.

32. On s'efforcera de développer et encourager l'utilisation d'instruments de financement des investissements des secteurs public et privé propres à renforcer l'ouverture et l'efficacité des systèmes agroalimentaires. À cette fin, on se concentrera sur trois domaines spécifiques. Premièrement, mobiliser les fonds d'investissement requis pour faciliter la mise en place de systèmes alimentaires durables et les développer au fil du temps. Deuxièmement, compte tenu du rôle critique que jouent le secteur public et le secteur privé, renforcer et développer leurs capacités techniques et leurs capacités de recherche pour planifier et mettre en œuvre des investissements compétitifs profitant à tous, et adaptés aux demandes des consommateurs. Troisièmement, promouvoir des institutions financières rurales durables, des services financiers innovants et des mécanismes d'exécution répondant aux exigences spécifiques des entités – nationales et étrangères – qui investissent dans l'agriculture et les agro-industries, quelle que soit leur taille, y compris les agriculteurs et les propriétaires de forêts.

33. Un service essentiel à fournir au titre de cette résultante de l'OS4 consistera à renforcer l'accès des petits agriculteurs et des communautés vulnérables aux subventions et aux prêts pour les aider à améliorer leurs systèmes de production et de commercialisation. Ce service inclura la fourniture d'informations sur les opportunités de financement et un appui pour satisfaire aux conditions requises pour obtenir un financement. L'établissement de profils d'entreprises démontrant leur viabilité et leur solidité sera une composante essentielle de cette activité.

34. Analyser les risques pour les comprendre et y faire face sera un aspect nouveau et essentiel de cette activité. En réalité, comme les parties prenantes visées sont vulnérables, elles ne sont pas prises en compte dans les mécanismes de gestion des risques conventionnels. Toutefois, dans de nombreux pays comparativement plus développés de la région, il existe des précédents sur lesquels on peut se baser pour adapter et promouvoir des programmes de gestion des risques. Des guides et des manuels peuvent être rédigés sur la base de ces expériences et démontrés dans le cadre de mécanismes de coopération Sud-Sud.

35. Il faut que les institutions nationales des secteurs public et privé se comprennent mieux et renforcent leur engagement dans les domaines de l'investissement, du financement et de la gestion des risques, si l'on veut intégrer dans les marchés financiers les producteurs pauvres et vulnérables qui en sont actuellement exclus. Cela représente un coût pour le secteur privé qui doit être mieux compris par toutes les parties. Il s'explique par le fait qu'il est à la fois plus risqué et plus coûteux de traiter avec des clients plus petits, plus vulnérables, et souvent plus dispersés et plus éloignés. Ainsi, l'une des tâches les plus importantes consistera à renforcer les institutions publiques et privées pertinentes pour mettre au point des processus et des produits qui permettront d'intégrer les plus vulnérables.

36. Le renforcement des capacités des organisations de producteurs, des coopératives, et des parties prenantes de la société civile sera essentiel pour les aider à comprendre les mécanismes financiers et les marchés. Ces capacités ainsi que l'aptitude à rédiger des notes conceptuelles de projet pour mobiliser des ressources faciliteront la mise en place de systèmes alimentaires durables et plus ouverts. Le succès de cette activité reposera dans une large mesure sur l'élaboration de produits de communication spécifiques et de plateformes pour diffuser les pratiques optimales et les enseignements tirés des investissements liés à promotion de systèmes agroalimentaires efficaces et ouverts.

37. Enfin, il est indispensable de créer un cadre garantissant la fourniture d'informations fiables, précises et d'actualité sur le fonctionnement du système alimentaire, en particulier sur les prix qui déterminent le comportement de ceux qui participent à ce système. Un dialogue sur les politiques reposant sur des données factuelles aidera à comprendre la situation et aura plus de chances de déboucher sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques appropriées. L'adoption de mesures incitatives pour encourager des changements dans les décisions de gestion opérationnelle et stimuler des investissements générateurs de croissance et de développement sera cruciale pour mettre en place des systèmes agroalimentaires compétitifs et durables. Ce processus d'appui aux politiques fera une place importante à la collecte, à l'analyse et à la publication des tendances et des impacts des prix, de la volatilité des prix et de la transparence, ainsi que de données sur les interactions entre ces facteurs et le comportement et la performance des marchés.

Conclusions et recommandations

38. Tous les aspects du système alimentaire ont une incidence à la fois sur la disponibilité et l'accessibilité finales d'aliments variés et nutritifs, et sur la capacité des consommateurs à choisir une alimentation saine. L'OS4 s'efforcera de: a) favoriser le commerce et l'intégration régionale, en établissant des accords, des mécanismes et des normes favorisant des échanges et des marchés plus ouverts et plus efficaces déterminant les niveaux de sécurité alimentaire, de développement des systèmes alimentaires, de réduction de la pauvreté et de développement durable, pour le présent et le futur; b) faciliter des modes opératoires ouverts grâce au développement des chaînes de valeur, notamment et surtout pour les intervenants les plus pauvres et les plus vulnérables des chaînes agroalimentaires; et c) promouvoir, en collaboration avec tous les partenaires, le secteur public et le secteur privé, la société civile et les communautés, des politiques, des instruments financiers et des investissements qui rendront les systèmes agroalimentaires plus ouverts et plus efficaces. Cette collaboration est indispensable pour améliorer le développement humain et la durabilité des moyens d'existence à tous les niveaux. Ce sont les tâches que doit remplir l'OS4, en collaboration étroite avec tous les autres objectifs stratégiques, pour parvenir à un monde libéré de la faim.

Orientations demandées

39. La Conférence régionale est invitée à:

1. Prendre note de la nécessité de promouvoir et d'obtenir des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces aux niveaux local, national et international.
2. Approuver l'approche adoptée par la FAO, telle qu'elle est représentée par les produits et services prioritaires décrits sous chaque résultante globale, comme moyen de parvenir à des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et plus efficaces aux niveaux local, national et international.